



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 12/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHROM IMPEC

ZONE INDUSTRIELLE EIFFEL
20 22 RUE EIFFEL
77220 Gretz-Armainvilliers

Référence : E4/25-0671
Code AIOT : 0006501186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement CHROM IMPEC implanté 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM IMPEC
- 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM IMPEC est une société spécialisée dans la protection et le traitement des métaux par polissage, nickelage, chromage et/ou cuivrage des pièces mécaniques ou aéronautiques. L'installation est classée au titre des rubriques 3260, 4110-2, 4120-2 et 4130-2 et est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 340 du 15/12/2009.

Il s'agit d'un site à enjeux qui a fait l'objet d'inspections en 2016, 2019, 2022, 2023 et 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Autre du 07/03/2024	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
4	Interdiction d'activités au-dessus des installations	AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	REACH	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	Levée d'astreinte
2	Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec la réglementation sur plusieurs points mais ne respecte toujours pas le point de contrôle faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/05/2024.

L'inspection des installations classées a constaté que la société CHROM IMPEC respecte l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009 et les dispositions de l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, dit « REACH », mentionnés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/12/2022 et à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22/09/2023 la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière. Il est donc proposé au Préfet de procéder à la liquidation totale des composantes de l'astreinte administrative journalière prise par arrêté préfectoral du 22/09/2023 pour un montant de 5 060 euros.

D'autre part, l'exploitant doit apporter des réponses sur les points suivants : inventaire des substances ou préparations dangereuses et interdiction d'activités au-dessus des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REACH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022 et répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">• 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006, dit « REACH » en indiquant les scénarios d'exposition dont relève le site et en démontrant le respect des rapports sur la sécurité chimique associés [...].
Constats : <p>Par courrier électronique du 19/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les scénarios d'exposition dont relève son installation. Les documents transmis analysent la conformité du site avec les mesures préconisées dans les rapports sur la sécurité chimique associées aux scénarios. L'inspection des installations classées considère, qu'au regard des constats ci-dessus, la composante de l'astreinte relative au règlement «REACH » peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 2 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26/12/2022 et répartie comme suit :

- [...],

- 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15/12/2009 qui prévoit « Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

« Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. »

« Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. »

« Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. ».

Constats :

L'exploitant dispose de consignes d'exploitation des installations décrivant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux d'entretien.

Les documents ont été transmis à l'inspection par courrier électronique du 21/11/2024.

L'exploitant a commencé à tracer les vérifications de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, etc.). Il s'est engagé lors de l'inspection à poursuivre cette démarche de consignation et ce de façon ordonnée.

L'inspection des installations classées considère, qu'au regard des constats ci-dessus, la composante de l'astreinte relative aux consignes d'exploitation peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 3 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Autre du 07/03/2024

Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/01/2024

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
Prescription contrôlée : Par courrier préfectoral du 07/03/2024, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, l'inventaire de substances ou préparations dangereuses et le classement ICPE de ses installations mis à jour avec l'ajout du nouveau bain de nickelage chimique.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents demandés par courrier préfectoral du 07/03/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son inventaire de substances ou préparations dangereuses et le classement ICPE de ses installations avec l'ajout du nouveau bain de nickelage chimique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Interdiction d'activités au-dessus des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/05/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'activités au-dessus des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/01/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2024
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois, les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 qui prévoit « L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités. ».
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les installations étaient toujours surmontées de locaux habités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 qui prévoient que « <i>L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.</i> ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois